

opinions

LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

L'état de la droite, après sa défaite à la présidentielle

Dans une interview accordée au Cercle, Dominique Reynié, directeur général de la Fondapol, think tank d'inspiration libérale, analyse l'élimination de la droite au premier tour de l'élection présidentielle.

LE RÉSULTAT « Le score de François Fillon – autour de 20 % des suffrages exprimés – est proche des scores de Jacques Chirac au premier tour des élections présidentielles de 1995 et 2002 [20,84 % et 19,88 %, NDLR]. En 2017, il n'y a que 500.000 voix d'écart entre François Fillon et Marine Le Pen, seconde qualifiée. Les affaires, mais aussi les candidatures hétéroclites ont fait du mal à Fillon. Elles l'ont privé d'un demi-point pari, d'un demi-point par-là. »

LE PROGRAMME « Le projet de François Fillon est la raison principale de son échec. Le candidat Les Républicains s'est coïncé dans un discours radical. L'électorat, lui, s'est rétracté, car il a estimé que les réformes préconisées étaient trop douloureuses. D'ailleurs, la peur de la réforme explique, selon moi, la mobilisation des pro-Mélenchon pour défendre l'Etat providence et le modèle étatiste français. Finalement, François Fillon a concentré tous les tirs. »

L'APRÈS-PRÉSIDENTIELLE « La mort de LR est possible, mais pas certaine. Le parti pourra se reconstruire, à condition qu'il fasse bloc contre le FN et impose une cohabitation à Macron s'il est élu. [...] Mais il se peut aussi que chacun décide de jouer sa propre partition et que LR se scinde en trois camps. Celui qui s'oppose à Emmanuel Macron. Celui qui compose avec En marche. Celui qui nouera des accords avec le Front national. Marine Le Pen a l'opportunité incroyable d'annexer une partie de la droite de gouvernement. »



A lire en intégralité sur Le Cercle, le site participatif des « Echos » lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

En Californie, le lobby des armes saisit les tribunaux

Los Angeles Times

● La National Rifle Association (NRA) n'a pas attendu l'application de nouvelles lois en Californie pour aller devant les tribunaux afin d'empêcher tout nouveau contrôle sur le port d'arme dans cet Etat. Après la fusillade de San Bernardino qui a fait quatorze morts le 2 décembre 2015, le gouverneur de l'Etat, Jerry Brown, a signé plusieurs lois, notamment sur l'interdiction de la vente d'armes semi-automatiques équipées de « bullet button », qui permet un rechargement ultrarapide du magasin. D'après le « Los Angeles Times », la NRA, qui prétend compter 4,5 millions d'adhérents actifs et des dizaines de millions de supporters, a porté sa première attaque devant la cour fédérale de Santa Ana, lui demandant de déclarer « inconstitutionnelle » la nouvelle loi sur les fusils d'assaut améliorés. « Celle-ci vise à faire passer pour des criminels des détenteurs d'armes à feu qui n'ont que des buts légaux et qui sont de bons citoyens s'en servant pour l'autodéfense ou des sports de tir », a affirmé l'un des avocats de la section californienne de la NRA. Dans l'attaque terroriste de San Bernardino, des kalachnikovs AK-15 avaient été utilisées par les deux tueurs radicalisés, un jeune couple. Reste que le président du Sénat californien, Kevin de León, s'est déclaré optimiste, en affirmant que les tribunaux confirmeraient les nouvelles législations. « Les contrôles et les autres lois sur les armes en Californie ont sauvé des vies et sont essentielles pour que le taux de mortalité par arme soit l'un des plus bas aux Etats-Unis », a-t-il dit. La NRA est néanmoins prête à se battre jusqu'à la Cour suprême, si nécessaire. Il est vrai que Neil Gorsuch, un juge conservateur désigné par Trump, vient de faire son entrée à la haute juridiction. — J. H.-R.

Entre Macron et Le Pen, une guerre vieille de deux cents ans

Ricardo nous apprend que le progrès économique d'un pays se heurte à deux obstacles : les luddites et les rentiers. Ceux que défend Marine Le Pen. La solution passe par la concurrence. L'option choisie par Macron.

LA CHRONIQUE de Jean-Marc Daniel



Il se trouve que l'élection présidentielle se tient deux cents ans quasiment jour pour jour après la publication des « Principes de l'économie politique et de l'impôt », de David Ricardo. C'est en effet le 20 avril 1817 que les 750 exemplaires alors tirés de cet ouvrage ont été mis en vente. Ce livre ardu a marqué l'histoire de la pensée économique, et il serait illusoire de prétendre en faire ici un résumé. Parmi les multiples percées conceptuelles qu'il contient, on peut retenir l'idée, présente dans la troisième édition, celle de 1821, que l'évolution économique d'un pays se heurte à une double opposition. D'abord celle des luddites, c'est-à-dire des travailleurs qui, voyant leurs emplois disparaître du fait de la mécanisation, tentent de la freiner en cassant les machines ; ensuite celle des rentiers, qui se sentent menacés dans leur revenu par l'introduction de davantage de concurrence, introduction voulue et choisie par les pouvoirs publics. L'exemple que prend Ricardo au sujet de la rente porte sur l'économie agricole, qui domine encore son époque. Pour réduire la rente, il préconise de mettre les terres agricoles anglaises et leurs propriétaires en concurrence avec celles de France ou des Etats-Unis par le recours au libre-échange.

Bien que l'analyse de Ricardo s'appuie sur l'agriculture, un mode de production aujourd'hui minoritaire, son raisonnement garde toute sa pertinence. Pour lui, il faut promouvoir la concurrence pour trois raisons : cette promotion dépend entièrement de la volonté des décideurs politiques, ce qui fait de la concurrence un outil parfaitement utilisable ; en faisant baisser les prix, elle rassure les luddites sur l'évolution à venir de leur pouvoir d'achat, ce qui rend plus acceptables les mutations technologiques ; enfin, la baisse des prix se traduit par une baisse de la rente, c'est-à-dire du revenu des rentiers, revenu indu dans la mesure où il ne repose pas sur leur performance mais sur la rareté artificielle que créent les situations de monopole ou d'oligopole.

La mutation économique que nous traversons suscite, comme au début du XIX^e siècle, des comportements « luddites » et « rentiers ». C'est raisonner en luddites que de vouloir mettre une taxe sur les robots ; c'est raisonner en rentiers que de défendre le protectionnisme, même qualifié d'intelligent, ou que de dénoncer Bruxelles en accusant les commissaires européens d'être des « ayatollahs de la concurrence ».

Par rapport à l'époque de Ricardo, la nôtre se caractérise par le fait que la concurrence constitue non seulement l'expression d'une volonté politique, mais également la traduction de l'évolution technologique ; si bien que d'une certaine façon, luddites et rentiers se confondent. Concrètement, le progrès technique actuel, au travers des nouvelles technologies de l'information, accentue la concurrence et heurte de front la situation des rentiers.

Prenons le cas des transports. Jadis, la contestation du monopole de la SNCF par l'utilisation de la route prenait la

LES ARTICLES LES PLUS SUR LESECHOS.FR

1. Présidentielle : les dix mesures phares du programme d'Emmanuel Macron
2. D'où vient Emmanuel Macron ?
3. Air France et le BEA enquêtent sur un incident grave à Bogota
4. La droite catholique conservatrice ne votera pas Macron
5. Présidentielle : les fausses notes de la soirée d'Emmanuel Macron



« Principes de l'économie politique et de l'impôt », de David Ricardo a marqué l'histoire de la pensée économique. Photo Mary Evans/Sipa

forme de l'auto-stop, ce qui la rendait anecdotique. Les nouvelles technologies ont changé la donne. En favorisant l'émergence du covoiturage, elles ont imposé la concurrence à la SNCF. Les autorités politiques favorables à la concurrence avaient imaginé celle-ci sous forme d'une ouverture du réseau ferré à d'autres compagnies de chemins de fer ; le progrès technique en a décidé autrement. Résultat, les pouvoirs publics ont mis sur la route des produits « SNCF ». Ce sont les « cars Macron » !

Macron a théorisé la généralisation de la concurrence, de ce qu'on appelle la « société de l'ubérisation ».

Ricardo recommandait de se montrer ferme avec les rentiers et compréhensif avec les luddites.

Que l'un des candidats qualifiés pour le second tour de la présidentielle voie son nom associé à cette mesure n'est pas un hasard. En effet, en tant que ministre de l'Economie, il a théorisé la société de la généralisation de la concurrence, de ce que ses détracteurs appellent la « société de l'ubérisation ». Emmanuel Macron a affirmé à plusieurs reprises que la jeune génération aurait plus de « clients que d'employeurs ». Et, de fait, circulent désormais sur les routes les automobilistes de naguère et de toujours, mais aussi les chauffeurs salariés des « cars Macron », et les conducteurs

indépendants ayant pris contact avec les gens qu'ils transportent grâce aux multiples plates-formes disponibles sur Internet.

Face à la montée de cette logique concurrentielle, l'autre candidate du second tour soutient un point de vue conservateur anticoncurrentiel dont l'objectif implicite est de fédérer rentiers et luddites. A l'instar d'un Donald Trump qui promet la réouverture des mines de charbon, le Front national associe son hostilité au libre-échange à une dénonciation des délocalisations, à l'affirmation de la volonté d'arrêter la baisse des effectifs industriels, quand bien même cette baisse tient davantage à l'automatisation qu'à la mondialisation, et plus généralement à une défense de l'industrie traditionnelle.

Pour le Front national, l'enjeu est la préservation de l'emploi, notamment sous sa forme salariée ; pour En marche, l'enjeu est la définition d'un nouveau cadre de travail où la concurrence sera incontournable car portée par le progrès technique.

Ricardo recommandait de se montrer ferme avec les rentiers et compréhensif avec les luddites. Cette attitude était pour lui d'autant plus nécessaire que la résistance rentière était politique, alors que la résistance luddite était nostalgique. Aujourd'hui, bien que les rentiers résistent en parlant avec indignation de la marchandisation de la société afin de donner à leur combat une composante morale et politique, il faut bien admettre qu'ils sont également des luddites... Cette situation réclame du doigté dans la conduite des réformes, sans pour autant faire preuve d'irrésolution.

Jean-Marc Daniel est professeur d'économie à l'ESCP.

LE LIVRE DU JOUR

Transformation numérique, mode d'emploi

LE CONSTAT Une bonne partie des dirigeants français, à commencer dans les PME, maîtrisent mal la disruption numérique et ses conséquences sur leur activité. « La méconnaissance des usages, la crainte de mauvais comportements, l'incompréhension des bénéfices du digital font que nombre d'entreprises préfèrent se voiler la face et se priver d'infrastructures numériques dignes de leur rang », assurent les auteurs.

LA PROPOSITION Hervé Kabla, président de l'agence Be Angels, et son compère Yann Gourvennec, fondateur de l'agence Visionary Marketing, s'attachent à expliquer par le menu la transformation numérique à ceux qui aimeraient (mieux) la pratiquer. Mais sans se poser en donneurs de leçons. L'exercice est en effet délicat. Il faut d'ailleurs attendre la page 235 (sur 274 !) pour que les auteurs entrent vraiment dans le vif du sujet. C'est qu'ils prennent d'abord le temps d'expliquer en long et en large, par métier et par secteur, ce qu'est la



Le digital expliqué à mon boss

Par Yann Gourvennec et Hervé Kabla. Editions Kawa, 274 pages, 29,95 euros.

disruption et quels sont ses impacts. Mais les quarante dernières pages synthétisent bien l'ampleur du défi : nommer un « bon » « CDO » (« chief digital officer »), former les employés et/ou acquérir d'un coup des compétences par croissance externe, écouter les clients, essayer, tester, avancer... Un ouvrage pratique destiné aussi à faire évoluer le regard sur les enjeux du digital.

— Claude Vincent